

Quel cadre juridique pour la haute mer ?

Voix off

La planète bleue est recouverte à 70 % par les océans. Essentiels à la survie de l'humanité, ils nous fournissent de la nourriture, de l'énergie, et surtout de l'oxygène. Pourtant, seul 1 % de ces étendues d'eau est protégé. Le reste est appelé la haute mer. Elle commence là où s'arrêtent les zones économiques exclusives des États, à 370 kilomètres des côtes. Tout le monde peut y naviguer, la survoler ou exploiter ses ressources, car elle n'appartient à personne. C'est le principe de liberté des mers. Très peu de règles existent pour délimiter le droit de la mer. Il est régi par la coutume : des pratiques et habitudes qui existent depuis la nuit des temps. Ce n'est qu'en 1982 que la Convention de Montego Bay commence à délimiter un cadre juridique international pour les espaces maritimes. Mais elle ne dit rien sur la haute mer, seulement que ses fonds marins sont considérés comme patrimoine commun de l'humanité. Des écosystèmes océaniques précieux peuvent donc être exploités grâce à une simple licence. Ce vide juridique menace aujourd'hui la haute mer déjà touchée par le changement climatique, la pollution et la surpêche. Alors, pour garder un océan en bonne santé, et donc une planète en bonne santé, lors de la COP 15 en décembre 2022, les dirigeants du monde ont décidé de protéger 30 % des océans d'ici 2030. Mais pour arriver à un consensus, le chemin est long. C'est au sein de l'ONU que les États vont essayer de trouver un accord. Et s'ils y parviennent, cette avancée juridique pourra aussi servir de base à la gestion d'un territoire encore plus vaste : l'espace.